Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

Violences : Les maires de Vaucluse veulent défendre la République



« Il est temps de défendre la République sans ambiguïté. » C'est ce que viennent de proclamer les élus de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) suite aux violences du week-end lors d'une réunion des maires qui s'est tenue aujourd'hui à l'hôtel de ville de Courthézon.

Réunis en conseil d'administration ce lundi 19 octobre à l'hôtel de ville de Courthézon à l'initiative de l'Association des maires de Vaucluse (AMV), de nombreux maires, élus locaux et citoyens ont ensuite participé à un rassemblement républicain destiné à exprimer leur soutien aux communes, agents publics, forces de l'ordre ainsi qu'à l'ensemble des victimes des violences, dégradations et pillages survenus ces derniers jours dans plusieurs villes françaises.

« Une mairie n'est pas un bâtiment comme un autre. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez, coprésidents de l'AMV

À cette occasion, les maires du Vaucluse ont fait tout particulièrement part de leur 'stupéfaction et de leurs inquiétudes' face aux attaques contre les bâtiments publics et les agents communaux survenus dans des mairies ce samedi 17 octobre.
« Une mairie n'est pas un bâtiment comme un autre, insistent Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez, coprésidents de l'AMV. Dans nos communes, particulièrement dans les territoires ruraux, elle représente la proximité, le service public, la solidarité et la présence concrète de la République au quotidien. Attaquer une mairie, un commerce ou un équipement public, c'est se dissocier totalement et volontairement du pacte républicain qui s'impose à nous. Les conséquences de ces choix doivent être assumées et l'Etat doit y répondre fermement. »



Malgré la pluie, Pascale Bories, maire de Villeneuve-lès-Avignon, a réuni ses élus et ses administrés lors d'un rassemblement républicain qui s'est tenu devant l'hôtel de ville de la cité cardinalice.
Crédit : Jérémie le Maoût/DR

Plusieurs rassemblements devant les mairies de Vaucluse
En marge de la mobilisation des maires de Vaucluse suite à leur conseil d'administration qui s'est tenu à Courthézon, plusieurs communes ont prévu des rassemblements de soutien devant leur mairie aujourd'hui.
Répondant ainsi à la mobilisation de l'Association des Maires de France (AMF), Thierry Lagneau, maire de Sorgues et son conseil municipal ont ainsi invité les Sorguais à se rassembler à 12h, sur le parvis du centre administratif.
De l'autre côté du Rhône (voir photo ci-dessus), c'est à Villeneuve-lès-Avignon que Pascale Bories a réuni

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

élus et concitoyens lors d'un rassemblement républicain clôturée par une minute de silence respectée en hommage « à tous ceux et celles qui au péril de leur vie assurent la protection des autres, forces de l'ordre, pompiers et services de secours ».
« La démocratie a besoin de débats, de contradictions et parfois de désaccords profonds. Mais elle ne peut vivre sous la menace et l'intimidation », rappelle l'élue gardoise, aussi vice-présidente du Grand Avignon.
Plus tard, c'est devant l'hôtel de ville de l'Isle-sur-la-Sorgue et celui d'Avignon que les habitants ont été conviés à se réunir à partir de 18h afin de condamner ces violences et de réaffirmer leur attachement aux valeurs de la République.

« Les maires du Vaucluse s'indignent de ces violences, dégradations et pillages commis ces derniers jours, poursuivent les deux élus, respectivement maires La Tour d'Aigues et l'Isle-sur-la-Sorgue. Rien ne peut justifier que l'on incendie, que l'on détruise ou que l'on attaque les symboles de la République. Ils alertent également sur la responsabilité de ceux qui entretiennent les ambiguïtés face à ces violences et qui ainsi soufflent sur les braises de groupuscules d'ultra-gauche venus pour semer le chaos et rendant ainsi inaudibles de légitimes revendications portées par de nombreux Français manifestant dans le calme. »

> « À ceux qui détruisent, nous répondons par l'unité. »

Appel à une réponse ferme et exemplaire de l'État
Dans ce cadre les maires réunis à Courthézon, sous la houlette de Nicolas Paget, maire de la commune, ont appelé l'État, le Gouvernement et l'autorité judiciaire « à apporter des réponses rapides, fermes et exemplaires face à ceux qui s'attaquent aux institutions, aux biens publics et aux acteurs économiques qui font la vie quotidienne des villes et villages ». Dans la foulée, les maires vauclusiens ont également tenu à rendre hommage à toutes celles et tous ceux qui font vivre la République au quotidien : les élus locaux, les agents territoriaux, les policiers, les gendarmes, les militaires, les sapeurs-pompiers, les services de secours, mais aussi les commerçants.

« Face à ceux qui choisissent la destruction, les maires du Vaucluse répondront par leur profond attachement à l'ordre républicain, au respect des règles communes du contrat social afin de permettre aux citoyens de vivre en paix. À ceux qui détruisent, nous répondons par l'unité. À ceux qui divisent, nous répondons par l'amour de la République. À ceux qui pillent, nous répondons par le travail », martèlent les deux coprésidents de l'AMV.

Laurent Garcia

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

Le monde économique se mobilise également
« Au lendemain d'une nuit de violences urbaines d'une intensité rare, Les Entrepreneurs Sud (ndlr : ex-CPME) expriment le choc et la colère de nos commerçants et artisans », explique dans un communiqué l'organisation patronale présidée en Paca par Alain Gargani.
« Face aux pillages qui ont dévasté nos centres-villes, l'organisation déploie un accompagnement d'urgence, poursuit ce dernier. Elle appelle à une mobilisation générale et conjointe de l'État, des assurances et de l'ensemble des réseaux consulaires et des citoyens pour sauver notre tissu économique de proximité. Détruire une vitrine ou un atelier, c'est anéantir des années de labeur. Nos artisans font vivre l'économie locale au quotidien. Nous n'attendons plus des paroles de compassion, mais des actes : des sanctions fermes et un déblocage immédiat des indemnisations. »

Même indignation pour le Medef Vaucluse qui rappelle « la mise en place par la direction nationale de l'Urssaf d'un dispositif d'accompagnement destiné aux établissements saccagés. Le recensement des établissements concernés sera engagé auprès des chambres de commerce et d'industrie (CCI), afin d'identifier les entreprises sinistrées et de faciliter leur accès aux mesures de soutien. Le Medef Vaucluse reste attentif à la situation des entreprises du territoire et salue la réactivité de l'Urssaf. Il appelle à une mobilisation coordonnée des acteurs économiques et institutionnels pour permettre aux établissements sinistrés d'être identifiés et accompagnés dans les meilleurs délais. »

« Les commerçants veulent des protections, pas des allocutions ! »
De son côté la Fédération nationale de l'habillement (FNH) estime que cette situation aggrave une conjoncture déjà très difficile.
« Ces violences frappent des commerçants déjà fragilisés par une conjoncture économique particulièrement dégradée depuis plusieurs mois, déclare Pierre Talamon, président de la FNH. Pour les entreprises concernées, les conséquences des pillages et dégradations risquent d'être lourdes : pertes de marchandises, fermetures temporaires, difficultés de trésorerie, retards dans les paiements des charges, des fournisseurs ou des loyers. »

Enfin, le SDI (Syndicat des Indépendants et TPE) s'adresse directement au président de la République : « Monsieur le Président, les commerçants veulent des protections, pas des allocutions ! »
« Les commerçants n'ont pas besoin d'une condamnation supplémentaire des violences, prévient Marc Sanchez, secrétaire général du SDI. Ils ont besoin de pouvoir ouvrir leurs magasins sans craindre de les retrouver détruits. Ils n'ont pas à payer le prix des débordements ni celui d'une protection insuffisante. Ce soir, les mots ne suffiront pas. Nous attendons des actes. On ne peut prétendre défendre le commerce de proximité sans commencer par le protéger. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

Sénateur Jean-Baptiste Blanc, ‘Relever les nouveaux défis du territoire’



À l’approche des élections sénatoriales qui auront lieu ce dimanche 27 septembre 2026, Jean-Baptiste Blanc, sénateur LR (Les Républicains) de Vaucluse, ‘Nouvelle élection, nouveau départ, nouveaux défi’, évoque son action auprès des élus locaux, son combat contre le zéro artificialisation nette et sa volonté de redonner davantage de marges de manœuvre aux collectivités. Sept listes sont en lice ici.

En Vaucluse, les prochaines élections sénatoriales se joueront au suffrage indirect ce dimanche 27

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

septembre. Les grands électeurs : maires, conseillers municipaux, départementaux et régionaux désigneront les représentants du département au Sénat. Trois sièges sont à pourvoir. Le scrutin se déroulera à la proportionnelle, sur des listes paritaires. Les priorités du sénateur sortant Jean-Baptiste Blanc pour les six prochaines années ? La liberté communale, l'autonomie financière, le soutien à l'agriculture, l'accès aux soins, l'attractivité économique et, surtout, la défense des intérêts du Vaucluse.

Quel bilan tirez-vous de votre mandat de sénateur du Vaucluse ?
Le Vaucluse est ma priorité absolue et mon engagement est d'être présent sur le terrain en permanence, et de porter à Paris chaque demande, chaque projet, chaque difficulté de nos 151 communes. Cet engagement s'est traduit par 1212 visites dans les communes du Vaucluse, 38 rendez-vous obtenus avec les services de l'État pour des élus, 7 rendez-vous avec des ministres, et 425 dossiers de communes défendus, souvent des dossiers de subvention bloqués que j'ai personnellement débloqués. À Paris, cela s'est traduit par 130 questions au Gouvernement, 117 propositions de loi, 388 interventions en commission et 116 prises de parole en séance. J'ai aussi organisé plus de 10 séminaires thématiques en Vaucluse avec ceux qui écrivent la loi et le budget de la Nation, pour que le terrain nourrisse la loi, et non l'inverse.

Mais au-delà des chiffres, il y a un combat qui a structuré tout mon mandat et qui va se poursuivre à la rentrée : le Zéro Artificialisation Nette (ZAN). Ce sujet, tombé sur mon bureau presque par hasard, est devenu une affaire nationale. Je ne conteste pas l'objectif climatique du ZAN, il est nécessaire. Mais sa mise en œuvre, décidée à Paris et relayée par les régions via le SRADDET (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires), revient à imposer un modèle unique de densification à des territoires ruraux qui n'ont pas les mêmes réalités qu'une métropole. On demande aux maires de loger leur population, de créer de l'emploi, d'accueillir des énergies renouvelables, et on leur retire le foncier pour le faire, sans accompagnement, sans ingénierie, sans financement.

J'ai porté deux lois sur ce sujet : le ZAN 2, avec Valérie Létard, (ancienne ministre chargée du logement et députée) et surtout TRACE (trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus), coproduite avec Guislain Cambier, votée par 250 sénateurs et qui attend désormais son inscription à l'Assemblée nationale. Ce sera mon grand combat de la rentrée : faire adopter TRACE, qui permet de signer, territoire par territoire, un contrat de sobriété foncière, c'est-à-dire adapter la règle au terrain plutôt que l'imposer d'en haut, tout en tenant collectivement la trajectoire climatique.

Ce combat est vital pour le Vaucluse. Notre département vieillit, nous perdons plus de 1000 enfants par an, ce qui ferme des classes et des écoles. La raison est simple : il n'y a plus assez de foncier disponible et abordable pour que nos jeunes ménages se logent, notamment à cause du poids des résidences secondaires. Le contrat de sobriété foncière, c'est la clé pour un Vaucluse vivant, dans chacune de ses 151 communes et ce sera le combat de ce mandat.

À ces réalisations s'ajoutent d'autres chantiers depuis 2020 : la défense des vins et de l'agriculture du Vaucluse au Sénat, notamment au sein du groupe Vigne et Vin, la loi d'urgence agricole du 2 juillet 2026, mon alerte dès 2021 sur la menace REACH (Enregistrement, Évaluation, Autorisation et Restriction des

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

substances chimiques)pesant sur la lavande qui représente, dans le département, 4 000 hectares, 9 000 emplois directs), mon combat pour les hôpitaux de Carpentras, Apt, Cavaillon et Vaison, et mon travail, avec Alain Milon, sur l'arrivée des médecins juniors dans nos territoires prioritaires pour que l'accès au soin, en Vaucluse ne dépende plus de son code postal.

Quelles mesures prioritaires pour redonner des marges de manœuvre financières aux communes et simplifier leurs relations avec l'État ?
La première urgence, c'est de mettre fin au rabotage permanent des dotations. Je porte un moratoire sur les baisses de moyens dans le PLF 2027 (Projet de loi de finances), une indexation de la DGF (Dotation globale de fonctionnement) sur l'inflation, et une refonte de la péréquation qui corrige enfin le déséquilibre au détriment des territoires ruraux comme le nôtre.

Mais au-delà de ces mesures d'urgence, il faut s'attaquer à la racine du problème : la France n'a jamais réellement décentralisé. Chaque vague de décentralisation, depuis les années 1980, a consisté à transférer des compétences aux collectivités sans leur donner les moyens de les exercer. La suppression de la taxe d'habitation en est le dernier exemple : elle a privé les communes d'une ressource fiscale locale essentielle, et donc de leur autonomie. Je propose de recréer une ressource fiscale locale dynamique, adossée notamment aux contrats de sobriété foncière issus de ma loi TRACE, cette nouvelle recette fiscale permettrait aux communes de financer elles-mêmes la reconquête des friches et la renaturation, tout en responsabilisant les citoyens dans le financement des services publics dont ils bénéficient. Je propose aussi l'affectation d'une part de TVA aux intercommunalités, avec un fléchage garanti vers la ruralité, et une véritable loi de décentralisation qui refonderait la relation entre l'État et les collectivités sur un mode contractuel plutôt que descendant : passer du statut d'auxiliaire de l'État à celui de partenaire de l'État.

Sur la simplification, le constat est alarmant : depuis 2009, l'accumulation de normes coûte plus de 7,5 milliards d'euros par an à nos collectivités. J'ai lancé le dispositif « Mon Sénateur & Moi », une consultation des élus du Vaucluse dès octobre, pour construire un véritable plan ORSEC de la simplification administrative : allègement des marchés publics, réduction des obligations déclaratives, accélération des délais d'instruction, et surtout simplification du millefeuille de la planification territoriale : RNU (Règlement national d'urbanisme), PLU (Plan local d'urbanisme), PLUI (Plan local d'urbanisme intercommunal), SCoT (Schéma de cohérence territoriale), PCAET (Plan climat air énergie territorial), PLH (Programme local de l'habitat), SRADDET (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires): ces strates s'empilent et étouffent la liberté d'action des maires.

Je veux également que le Sénat s'attaque au poids des agences d'État : ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine), ARS (Agence régionale de santé), ADEME (Agence de la transition écologique), OFB (Office français de la biodiversité)…), qui coûtent des dizaines de milliards, multiplient les normes et démultiplient les contrôles, alors même que les ministres pourraient exercer ces missions directement, sans rajouter une couche supplémentaire dans un système déjà illisible.

Enfin, je défends un statut de l'élu local renforcé : la loi du 22 décembre 2025 a revalorisé les indemnités

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

et étendu les frais de garde d'enfants aux communes jusqu'à 10 000 habitants, compensés par l'État. Il reste à construire un droit à l'adaptation et à la compensation pour les élus qui sont aussi indépendants : artisans, commerçants, auto-entrepreneurs, trop souvent oubliés de ces dispositifs.



De gauche à droite : Pierre Gonzalvez, maire de L'Isle-sur-la-Sorgue depuis 2008 et vice-président du Département ; Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse ; Jean-Baptiste Blanc, sénateur LR, Dominique Plancher, maire de Venasque et porte-voix de la ruralité au sein de l'Association des maires ruraux ; et Patrick Adrien, maire de Valréas et conseiller régional.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

Copyright Sénat

Quelles solutions pour soutenir durablement les exploitants viticoles et agricoles face à la concurrence internationale ?
L'agriculture vauclusienne traverse une crise multiple : climatique, économique, réglementaire, et j'ai porté ce combat au Sénat, pomme, lavande, cerise, vin … D'abord, la question de l'eau, qui est centrale et urgente. Je porte un plan départemental de sécurité hydrique articulé autour de trois priorités : sécuriser l'accès à l'eau dans le Haut-Vaucluse et sur le plateau de Sault, notamment via le projet HPR (hauts de Provence Rhodanienne) ; permettre le stockage de l'eau par des retenues, comme cela se fait dans les départements voisins, dans le cadre encadré par la loi d'urgence agricole de juillet 2026 ; et moderniser nos réseaux d'irrigation, en accompagnant la transition du gravitaire vers le sous pression, en soutenant les ASA 'Associations syndicales autorisées), et en développant la réutilisation des eaux usées.

Ensuite, la protection réglementaire de nos filières. J'ai alerté dès 2021 sur la menace du classement REACH pesant sur la lavande, une filière qui représente plus de 4 000 hectares et 9 000 emplois directs dans notre département, et j'ai obtenu, avec la loi d'urgence agricole du 2 juillet 2026, des dérogations encadrées pour les cerises et d'autres filières en situation d'impasse technique, faute de solutions phytosanitaires alternatives. Il faut continuer ce combat pour éviter que des normes européennes déconnectées du terrain ne détruisent nos productions sans bénéfice environnemental réel, pendant que des produits importés, non soumis aux mêmes règles, continuent d'entrer sur notre marché.

Sur la juste rémunération de nos agriculteurs, je me bats aux côtés de Nicolas Chabanne et de l'initiative 'C'est qui le patron ?' pour que nos producteurs ne soient plus écrasés par la grande distribution, je pense notamment à la filière pomme, où le prix payé au producteur peut descendre sous les 30 centimes le kilo pour un coût de production de 45 centimes. C'est intenable. Pour la viticulture en particulier, l'enjeu majeur est la préparation de la PAC post-2027 (Politique agricole commune), sur laquelle je me mobilise pleinement au Sénat, pour défendre des instruments de soutien adaptés à nos bassins de production et une meilleure protection face à la concurrence des vins extra-communautaires. Enfin, je veux préserver le patrimoine rural qui accompagne cette agriculture : cabanons, murs en pierre sèche, bories, à travers un Fonds de mobilisation du bâti rural car ce petit patrimoine fait partie intégrante de l'identité et de l'attractivité agricole de notre département.

Simplification administrative, guichet unique, relations collectivités-assureurs : pourquoi ces réformes sont-elles si difficiles, et quelles évolutions pour un nouveau mandat ?
Ces réformes se heurtent toutes au même obstacle structurel : la défiance de l'État central envers les élus locaux. La France n'aime pas ses territoires. Depuis Louis XIV jusqu'à aujourd'hui, l'intérêt général est pensé et décidé à Paris. Les lois de décentralisation sont tardives, fin du XIXe siècle pour les libertés communales, années 1960-1980 pour la décentralisation elle-même, et, à chaque étape, l'État s'est débarrassé de compétences sans donner aux collectivités les moyens de les exercer. Résultat : un empilement de normes, d'agences, de strates de planification, qui paralyse l'action publique locale au lieu de la faciliter. La preuve que l'État sait aller vite quand il le veut, c'est Notre-Dame et les Jeux Olympiques. La question qu'il faut poser, c'est pourquoi cette même capacité d'accélération n'est jamais mise au service des projets d'intérêt général portés par les territoires.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

Sur la simplification administrative, le coût des normes accumulées depuis 2009 dépasse aujourd'hui 7,5 milliards d'euros par an pour les collectivités. J'ai engagé une consultation directe des élus vauclusiens dès octobre, 'Mon Sénateur & Moi' pour construire, avec eux, un véritable plan ORSEC (Organisation de la Réponse de Sécurité Civile) de la simplification : urbanisme, marchés publics, obligations déclaratives, délais d'instruction. Il faut aussi donner plus de pouvoir aux maires en matière de sanctions administratives, notamment pour lutter contre la cabanisation et les constructions illicites, qui touchent durement notre département, car aujourd'hui la réponse judiciaire est trop lente et l'exécution des décisions de justice trop difficile à obtenir. J'ai beaucoup travaillé sur ce sujet mais le combat continu.

Sur les agences d'État : ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine), ARS (Agence régionale de santé), ADEME (Agence de transition écologique), OFB (Office français pour la sauvegarde de la biodiversité) et bien d'autres, le Sénat a documenté leur coût exorbitant et leur tendance à multiplier les normes et les contrôles au lieu de simplifier. Ce que je veux porter lors d'un nouveau mandat, c'est la suppression pure et simple de certains échelons : ce que font ces agences, les ministres peuvent le faire eux-mêmes, sans ajouter une couche supplémentaire dans un millefeuille territorial devenu infernal. Ce qui relie tous ces chantiers, c'est ma conviction que seule une vraie décentralisation — avec autonomie fiscale, contractualisation et différenciation territoriale, permettra de sortir ce pays de l'ornière. Le Portugal, l'Espagne, l'Italie ou l'Allemagne s'en sortent mieux parce que ce sont des pays décentralisés. Ce sera le cœur de mon action au Sénat si les grands électeurs me renouvellent leur confiance.

Qu'est-ce qui distingue votre candidature, et quelles sont vos priorités pour le Vaucluse pour les six prochaines années ?
Je porte une liste que j'ai voulue à l'image du Vaucluse :' Le Vaucluse 2032′, une liste rassemblant des élus expérimentés, tous vauclusiens, tous en responsabilité de longue date et qui connaissent leur territoire par cœur. À mes côtés : Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse, qui a tenu près de 90 % de ses engagements à la tête du Département ; Pierre Gonzalvez, maire de L'Isle-sur-la-Sorgue depuis 2008 et vice-président du Département ; Dominique Plancher, maire de Venasque et porte-voix de la ruralité au sein de l'Association des maires ruraux ; et Patrick Adrien, maire de Valréas et conseiller régional. C'est une équipe soudée par une conviction commune : le Sénat doit être le relais fidèle et efficace des territoires. Ce qui nous distingue, c'est notre expérience de la gestion de collectivités réelles, notre connaissance fine du terrain vauclusien, et notre méthode : écouter avant de décider et construire avec les élus..

Nous entrons dans une période de triple brouillard : un brouillard politique, à l'approche d'une élection présidentielle dont personne ne connaît l'issue ; un brouillard financier, avec une dette publique que Bercy et la Cour des comptes cherchent trop souvent à faire porter aux collectivités locales, à tort ; et un brouillard territorial, avec une pression constante de l'État pour nous pousser vers la métropolisation et la fusion forcée des communes, logique à laquelle je m'oppose fermement. Le Vaucluse doit rester un maillage vivant de 151 communes, chacune avec son identité, sa vie associative, ses commerces de proximité. Si des communes veulent mutualiser des services ou envisager un rapprochement, c'est à elles et à leur population d'en décider, jamais à coups de marteau imposés d'en haut, comme cela se fait aujourd'hui avec le ZAN.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

Mes priorités pour les six prochaines années tiennent en trois engagements, qui sont ceux de toute ma liste : Donner aux maires la liberté d'agir : Donner les moyens de décider Vous protéger durablement. Programme ici.
Propos recueillis par Mireille Hurlin

A lire aussi

'Sénateur Jean-Baptiste Blanc, 'Relever les nouveaux défis du territoire' **ici**

'Sénatoriales en Vaucluse : LFI veut « remplacer le chacun pour soi par le tous ensemble' **ici**

'Le RN Vaucluse bientôt au Sénat ? Thierry d'Aigremont y croit' **ici.**

'Elections sénatoriales de Vaucluse ce dimanche, Lucien Stanzione mise sur le terrain' **ici**

'Sénatoriales : Sylvie Viala entend mettre sa véritable connaissance du terrain au service du Vaucluse' **ici**

'Anaïs Hausmann sera bien candidate aux sénatoriales en Vaucluse' **ici**

Le Vaucluse reste au top de l'attractivité touristique

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026



Avec 5 millions de touristes par an dont 43% d'étrangers, le Vaucluse exerce une attractivité incontestable et internationale.

« Avec un bilan de 21,3 millions de nuitées en 2025, dont 9,1 millions à l'actif de voyageurs non français, notre département rayonne, il attire un monde fou et pas seulement de l'hexagone ». C'est en ces termes que le Président de Vaucluse Provence Attractivité, Pierre Gonzalvez a ouvert l'Assemblée Générale Ordinaire, dans le nouveau lieu emblématique de Vaucluse, « Memento », le Pôle des Patrimoines, des archives, de la culture et de l'archéologie.

En présence de la Directrice Départementale de la Banque de France Christine Gord, du Président de la CPME 84, Denis Duchêne, du Vice-Président de la Chambre des Métiers Philippe Herzog, de Michel Blanc Directeur projets et développement du Syndicat des Vignerons de Châteauneuf-du-Pape, de représentants de communautés de communes, d'offices de Tourisme, également de la Déléguée de la Commission du Film Luberon-Vaucluse, Anne-Cécile Célimon, Pierre Gonzalvez a salué cette agence du département qui conjugue « attractivité économique et touristique, sans oublier de capter de nouveaux talents. La consolidation de la *'Team Vaucluse'* rassemblant nombre de chefs d'entreprises engagés s'est traduite par le lancement d'une stratégie d'influence à destination des décideurs économiques nationaux. Des liens tissés de longue date ont permis d'offrir aux investisseurs détectés, les services dont ils avaient

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

besoin pour s'implanter chez nous. Le Club des DRH, de son côté, a favorisé l'emploi du conjoint et l'implantation de nouveaux arrivants ».



Pierre Gonzalvez, Président de Vaucluse Provence Attractivité s'exprimant lors de l'AG
©VPA

La Directrice Générale, Cathy Fermanian a rappelé les temps forts de l'année écoulée pour accompagner les territoires ruraux et urbains dans leur développement, promouvoir un tourisme 4 saisons durable, détecter de nouvelles entreprises créatrices d'emplois et fédérer les forces vives. « Nous nous efforçons non pas de faire plus mais de faire mieux. Notamment de rayer de la carte de Vaucluse les déserts médicaux en attirant ici de jeunes internes, en liaison avec la CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie), l'ARS (Agence Régionale de Santé) et l'Ordre des Médecins. Nous enlevons un à un les freins à l'embauche avec l'aide de France Travail ou de l'APEC (Association pour l'emploi des cadres). »

Elle évoque tous les salons où s'est déplacée VPA : avec la presse étrangère à Londres, comme au Congrès de Médecine Générale à Paris. Elle a notamment rencontré les parlementaires au Sénat, les créateurs de films d'animation au MIFA d'Annecy. Sans oublier sa participation aux Assises du Foncier économique, à l'accueil de tour-opérateurs et de journalistes internationaux sur l'oeno-tourisme pour

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

avoir encore plus de visiteurs sur nos territoires.

L'agence VPA intervient aussi pour définir le devenir du Château de la Villasse à Vaison, celui de Buoux, la reprise de la Ferme St-Agricol à Savoillan, le projet d'appart'hôtels sur le site de Beaulieu à Monteux, d'hôtel au Domaine des Hautes Garriques à Villars près d'Apt, des sites à requalifier, à reconvertir, en recherchant des investisseurs intéressés et des gestionnaires compétents. « Malgré une croissance atone, un contexte incertain, fluctuant, même si des projets structurants ont été retardés, une vingtaine ont abouti, grâce au travail de toute notre équipe et une quarantaine sont dans les tuyaux » a souligné Cathy Fermanian. Elle a alors donné la parole à Alain Gévodant du Pôle Ingéniérie.



©VPA

« Le tourisme en Vaucluse est stable avec 21,3M de nuitées, même s'il a légèrement reculé de 4% l'an dernier. Il faut dire que 2024 avait été une année exceptionnelle avec les JO, le passage de la Flamme Olympique dans le Luberon, au Théâtre Antique d'Orange et à Avignon et les coureurs du Tour de France au Ventoux et au départ de Bollène le lendemain. Même si les touristes se concentrent sur l'été, nous avons heureusement un étalement des flux sur toute l'année. »

La fréquentation touristique a généré 1,6Md€ de retombées financières et 12 000 emplois (dans un

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

département où le taux de chômage est de 9,9%). L'hôtellerie de plein air a attiré 400 000 campeurs, l'hébergement en dur 1,4 clients. De sorte que le taux d'occupation a été de 62%, soit + 2%.

Parmi les sites les plus visitées, 700 000 entrées pour le Palais des Papes, 537 000 pour le Pont Saint-Bénézet, sans oublier l'attractivité exercée par l'exposition éclatée de 250 oeuvres en perles et briques de cristal de Murano de l'artiste Jean-Michel Othoniel sur une dizaine de lieux intra-muros de la Cité des Papes, dont les Bains Pommer, la Collection Lambert et le Musée Lapidaire. La fréquentation du Théâtre Antique d'Orange, elle, a progressé avec 163 504 visiteurs.

La répartition des nuitées est à peu près la même, d'année en année : 29% pour le Grand Avignon et le Luberon, 27% pour le Ventoux et 15% pour la Vallée du Rhône. En tête pour les 9,1M de touristes étrangers, les Allemands, suivis des Belges puis des Américains. Quant au trio gagnant pour la clientèle française, c'est dans l'ordre, l'Ile de France, Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpe-Côte d'Azur.



Memento, les toutes nouvelles Archives départementale où à eu lieu l'AG de VPA

Parmi les axes les plus attractifs du tourisme, le cyclisme avec les 3 véloroutes et leurs 2 000 km balisés par le Conseil Départemental en pleine bio-diversité, au milieu de magnifiques paysages, tout comme la randonnée pédestre avec des circuits entre collines, cèdres, pins, ocres, lavandes et vignobles comme les

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

« Routes du vin ». Trails, balades à cheval, escalade, visite de monuments, de musées, de jardins et de parcs, mais aussi d'ateliers d'artisans et d'entreprises du patrimoine vivant (comme Brun de Vian-Tiran et ses fibres nobles installée depuis 1808 à l'Isle-sur-La Sorgue ou La Lustrerie Mathieu à Gargas, deux sites de l'excellence française). innombrables sont les opportunités en Vaucluse.

« Vous êtes nos ambassadeurs, le coeur du réacteur » a lancé Cathy Fermanian à l'adresse de tous les professionnels dans la salle, notamment les représentants des offices de tourisme. Elle a répété qu'il fallait tendre vers un tourisme « responsable et durable » sur 4 saisons en accompagnant les acteurs et les territoires vers leur mutation, leur adaptation au changement climatique en valorisant le « slow tourisme », les déplacements doux, les séjours décarbonés, la réduction de consommation d'eau, les éco-gestes et une série de plans d'action à 3 mois, à 6 mois.

De son côté, Florence de Meyer, la directrice de la communication de VPA a évoqué la visibilité numértique du Vaucluse grâce à tous les sites dédiés : 2,23 M de visites, 285 717 abonnés sur « X », 33 400 documents téléchargés, 367 000 followers, un secteur en expansion.

En 2026, VPA participera notamment au Salon des mobilités douces à Stuttgart, au Salon des Randonneurs à Lyon, à Roc Azur, le 1er rassemblement VTT au monde à Fréjus et au Salon ID week-end à Nice pour parler des atouts majeurs du Vaucluse en matière de tourisme, et ils sont nombreux! Est prévue enfin une campagne d'affichage dans les gares et métros à Paris . A 2h 40 de la capitale, faites le choix de la qualité de vie, donc du Vaucluse ou Avec le TGV Med, on peut atteindre des sommets, au Ventoux. Ou encore devant la photo de la SNA (Société nautique d'Avignon) en face du Pont d'Avignon, sur le Rhône : « Changez de rame ».

VPA et ses 28 salariés se mobilisent pour mettre en valeur toutes les pépites du département et faire du Vaucluse un véritable aimant pour attirer les touristes du monde entier.

Andrée Brunetti

Association des maires de Vaucluse : reconstitution d'un duo gagnant

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026



« Au-delà de nos différences, on est motivé par l'intérêt général, on est au service de toutes les communes de Vaucluse et en plus on s'entend bien tous les deux ». C'est le 1er commentaire du maire de la Tour d'Aigues, Jean-François Lovisolo, réélu co-président de l'association des maires de Vaucluse avec son complice Pierre Gonzalvez. Le Maire de l'Isle-sur-La Sorgue précise : « C'est un plaisir partagé, qui donne du sens à notre engagement politique pour le territoire et les habitants du département. L'AMV est utile, elle agit, on est honoré par cette confiance, cet honneur, en plus il n'y avait pas d'autre candidature et seulement 4 bulletins nuls, ça nous donne encore plus de force, d'énergie ».

Il est vrai que sur les 151 communes que compte le Vaucluse, 150 adhèrent à l'association (en dehors du Pontet) depuis les derniers scrutins muninipaux de mars, même Orange (RN) dont le maire, Jean-

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

Dominique Artaud explique : « Ce n'est pas par besoin de reconnaissance ni de respectabilité, mais pour retisser des liens avec les autres élus. Orange est longtemps restée loin de tout et de toutes les institutions départementales comme régionales. Notre but est d'échanger avec des aînés expérimentés qui peuvent nous guider, nous conseiller, puisque nous sommes nouveaux et que nous avons tout à apprendre. Ils ont un savoir-faire et ensemble on ira plus loin ». Lui, a quitté son entreprise pour donner 100% de son temps à Orange.



Jean-Dominique Artaud le nouveau maire d'Orange qui vient d'adhérer à l'AMV

Pierre Gonzalvez ajoute « La campagne a été rude, âpre. Mais ici, Il y a une vraie bienveillance au coeur de l'AMV. On travaille main dans la main, peu importent les clivages gauche-droite, grandes et petites communes, rurales et urbaines, on est dans le même bâteau. Avec Jean-François on essaie de savoir ce qui est le mieux pour ce territoire qu'on aime tant ». Son alter ego à l'AMV aquiesce : « Oui, on est là au service des Vauclusiens, pour les accompagner au mieux à travers leur maire, on forme une chaine de solidarité. Et dans un monde qui se complexifie chaque jour, sur le plan législatif, juridique, administratif avec une règlementation délirante, ce n'est pas une sicécure. Il faut aussi qu'ils se forment pour connaître un nombre impressionnant de textes de loi. Pour qu'ils se familiarisent avec le fonctionnement du SDIS, de l'ARS, de la préfecture, des forces de l'ordre, qu'ils sachent à qui s'adresser qu'ils aient les codes, les bons réseaux. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026



La Présidente de l’exécutif départemental, Dominique Santoni, est venue saluer les maires à Althen-les-Paluds où se déroulait après les municipales de mars 2026 la première AG des maires de Vaucluse.

Entre la loi ZAN, la pression fiscale qui renchérit le prix du foncier, le besoin de construire davantage de logements sociaux, de crèches, de lieux de culture, de garantir la sécurité en liaison avec la police et la gendarmerie, le changement climatique, ce ne sont pas les sujets préoccupants qui manquent. Les deux co-présidents comptent sur les parlementaires pour faire remonter à Paris les problématiques locales et comptent bien sur eux pour interpeller les ministres concernés. Les sénatoriales sont prévues en septembre. Quel que soit le vote des grands électeurs, les élus au Palais du Luxembourg auront sûrement à coeur de défendre farouchement le département de Vaucluse.

Andrée Brunetti

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

Isle-sur-la-Sorgue : Pierre Gonzalvez se présente aux élections municipales pour un 4ème mandat



C'est sans grand surprise que Pierre Gonzalvez, maire de l'Isle-sur-la-Sorgue depuis 2008, a annoncé le 15 janvier qu'il conduira de nouveau une liste aux élections municipales du 15 et 22 mars prochain. Face à lui, et à ce jour, 3 autres candidats se sont déclarés : Christian Montagard (RN), déjà candidat en 2014, Christophe Baudet, le candidat de la gauche et Romain Dufaud, sans étiquette.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

Pierre Gonzalvez aura été le dernier a dévoiler officiellement sa candidature à la mairie, bien qu'il n'ait jamais vraiment caché ses intentions de vouloir « poursuivre l'aventure ». C'est dans son local de campagne pas encore inauguré (ce sera pour le 24 janvier), place de la liberté, que l'édile de la cité des antiquaires entouré de 6 membres du conseil municipal de sa majorité actuelle, a annoncé qu'il se présenterait pour un quatrième mandat.

Il faudra attendre la mi-février pour connaître la composition complète de sa liste (33 membres). Pierre Gonzalvez annonce que cette future liste sera renouvelée à 30% par rapport à l'actuelle. Une première grande réunion publique est d'ores et déjà programmée pour le vendredi 13 mars à 18h30, salle des fêtes. Entre temps des réunions de quartier seront organisées à raison d'une par semaine, des occasions de prendre connaissance du détail de son programme pas connu à ce jour.

> **« Nous avons envie de continuer le travail accompli… et nous devons aujourd'hui créer d'avantage de richesses »**
>
> ***« Nous avons envie de continuer le travail accompli… et nous devons aujourd'hui créer d'avantage de richesses »***

« Nous avons envie de continuer le travail accompli… et nous devons aujourd'hui créer d'avantage de richesses » c'est en ces termes que Pierre Gonzalvez motive sa candidature. Après un rapide tour d'horizon des projets et réalisations mis en œuvre sur les précédents mandats, qu'il s'agisse de la circulation et des parkings, de la sécurité, des actions en faveur de l'environnement, de l'offre de santé, ou du désendettement de la ville, Pierre Gonzalvez estime avoir été un des artisans d'un nouvel essor de la ville. Pour lui, les actions conduites dans le domaine du patrimoine et de la culture auront été décisives dans son développement. « 1€ investit dans le patrimoine c'est 7€ de retombées économiques » justifie-t-il. « La valorisation du centre-ville était un préalable nécessaire à la mise en place de tout un écosystème » poursuit-il. Pierre Gonzalvez a également rappelé que si la ville est surtout connue pour ses antiquaires et marchands d'arts, elle tire sa première richesse de son industrie et ses activités dans le domaine de l'agroalimentaire. Ainsi, il ne sera pas surprenant de découvrir que dans son programme l'accent sera mis sur le développement de la nouvelle ZAC des Chasséens… A suivre.

Transition énergétique : GRDF et les maires

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

de Vaucluse s’engagent



À l’occasion du Salon des Maires et des Collectivités locales à Paris, GRDF et l’Association des Maires de Vaucluse ont renouvelé leur partenariat pour 2025-2026. Une coopération de long terme, destinée à accompagner concrètement les communes vauclusiennes dans la transition énergétique, avec un accent particulier sur le développement du gaz vert et des solutions locales de décarbonation.

Scellée par Pierre Gonzalvez, président de l’Association des Maires de Vaucluse (AMV), et François-Xavier Olivieri, secrétaire général de GRDF, la convention 2025-2026 s’inscrit dans la continuité d’un dialogue engagé depuis plusieurs années entre le gestionnaire du réseau de gaz et les élus locaux. Dans un contexte de forte tension énergétique et climatique, cette coopération vise à renforcer

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

l'accompagnement des collectivités, tout en améliorant le service rendu aux usagers sur l'ensemble du territoire vauclusien.

L'AMV, relais de l'information
Acteur historique de la représentation des élus, l'AMV entend, à travers ce partenariat, conforter son rôle de relais d'information et de conseil auprès de ses 151 communes et quatre intercommunalités membres, sur des sujets devenus structurants pour l'action publique locale.

Trois axes pour accélérer la transition sur le terrain
La convention repose sur trois piliers opérationnels. Tout d'abord, une communication partagée autour des enjeux énergétiques, afin de mieux diffuser auprès des élus et des services municipaux les solutions existantes, en particulier celles liées au développement du gaz vert. Ensuite, l'organisation d'événements dédiés à la transition énergétique en Vaucluse, favorisant l'échange d'expériences et la montée en compétence des acteurs locaux. Enfin, des visites techniques de sites de référence telles que les unités de méthanisation, stations BioGNV, pour confronter les décisions politiques à des réalisations concrètes et opérationnelles.

Le réseau gaz, levier de décarbonation territoriale
Souvent perçu comme une énergie de transition, le gaz évolue aujourd'hui vers un modèle de plus en plus renouvelable. Grâce à ses capacités de stockage et à la montée en puissance du biométhane, le réseau de distribution devient un outil stratégique pour réduire les émissions de carbone des territoires, tout en garantissant sécurité d'approvisionnement et compétitivité économique. Pour les communes vauclusiennes, il constitue un levier immédiatement mobilisable, notamment dans les politiques de chauffage, de mobilité durable ou de valorisation des déchets.

Le biométhane, énergie locale et circulaire
Produit à partir de résidus agricoles, d'effluents d'élevage ou de déchets organiques, le biométhane incarne une logique d'économie circulaire ancrée dans les territoires. Une fois épuré, il est injecté dans les réseaux et utilisé pour les mêmes usages que le gaz naturel : chauffage, cuisson ou carburant alternatif via le BioGNV. Son développement répond à un double enjeu : réduire la dépendance aux énergies fossiles importées et créer de la valeur locale, notamment dans les zones rurales.

Des acteurs engagés au service des collectivités
Créée en 1945 et affiliée à l'Association des Maires de France, l'Association des Maires de Vaucluse joue un rôle central dans l'information, la formation et la représentation des élus auprès des pouvoirs publics. De son côté, GRDF, gestionnaire du plus grand réseau de distribution de gaz en Europe, accompagne plus de 9 500 communes dans leurs choix énergétiques et de mobilité durable, avec l'objectif d'atteindre 20 % de gaz verts dans les réseaux d'ici 2030.

Pour une ambition partagée
En renouvelant leur partenariat, GRDF et l'Association des Maires de Vaucluse confirment une ambition partagée : faire de la transition énergétique un projet pragmatique, territorial et accessible. À l'échelle du département, cette coopération entend traduire les objectifs nationaux de décarbonation en actions

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

concrètes, au plus près des élus et des habitants, tout en renforçant la souveraineté énergétique locale.
Mireille Hurlin

Maires de Vaucluse : « Notre crédibilité est contestée »



Avec 122 exposants, le salon des maires de Vaucluse 2025 affiche une fréquentation record. A cette occasion, le parc des expositions a aussi abrité la traditionnelle assemblée générales de l'Association des maires de Vaucluse. Entre incertitudes budgétaires liées à un contexte national hors-sol, réglementations de plus en plus ubuesques et pression grandissante de leurs administrés, les maires de Vaucluse entendent faire face malgré tout. Conscients d'être les premiers gardiens de la République.

« A l'heure où la question médiatique est de savoir s'il faut maintenir l'alcool à la buvette de l'Assemblée Nationale, nous demandons avec force une prise de conscience sur la situation de nos collectivités, priorise Pierre Gonzalvez, président de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) lors de l'assemblée générale 2025 qui vient de se tenir au parc des expositions d'Avignon dans le cadre du Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics 2025 de Vaucluse. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

« Le système créé les conditions de son propre verrouillage, de son asphyxie. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV

Très offensif, celui qui est aussi maire de l'Isle-sur-la-Sorgue poursuit : « Oui, localement nos parlementaires mesurent les difficultés rencontrées, les injonctions contradictoires, les objectifs inatteignables fixés à nos mairies. Oui, les services de l'Etat tentent de concilier au mieux la doxa nationale avec la situation réelle du territoire. Mais disons-le, le bon sens semble avoir quitté le système normatif. Pire, le système créé les conditions de son propre verrouillage, de son asphyxie. Individuellement, tout élu quel que soit son mandat, fait le même constat. Mais collectivement, l'inertie, le manque de courage, parfois même la démagogie président aux choix politiques. Face à cela, les maires se posent des questions personnelles sur la suite de leur engagement. Nos concitoyens qui deviennent de plus en plus exigeants, les réseaux sociaux devenus comptoir de café où le moindre pleutre a une audience, des médias nationaux et quelques fois régionaux et locaux préférant la sensation du fait divers aux sujets de réussite et d'espoir. Et pourtant, nous avons encore la flamme et portons l'ambition avec d'autres d'améliorer les choses. »



De gauche à droite : le sénateur Jean-Baptiste Blanc, Christian Mounier, vice-président du conseil départemental de Vaucluse, Pierre Gonzalvez, président de l'AMV, Bénédicte Martin de la Région Sud, Joël Balandraud, vice-président de l'AMF, Thierry Suquet, Préfet de Vaucluse et le sénateur Lucien Stanzione lors de l'inauguration du salon. Crédit : Echo du mardi

« Vous êtes les premiers visages de la République. »

Christian Mounier, vice-président du conseil départemental de Vaucluse

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

« Vous êtes les premiers visages de la République, les piliers de la cohésion dans nos territoires », rappelle Christian Mounier, vice-président du conseil départemental de Vaucluse, venu pour représenter sa présidente, Dominique Santoni, qui participait aux assises des départements de France 2025 se déroulant à Albi en même temps que le salon.
Aussi maire de Cheval Blanc, Christian Mounier a également tenu à rappeler en s'adressant aux élus présents : « qu'être maire, aujourd'hui, c'est être, chaque jour, au contact direct des habitants, au cœur de leurs attentes, leurs difficultés, et aussi de leurs espoirs. Permettez-moi donc de saluer votre inlassable engagement au service des Vauclusiens. Merci pour votre dévouement, pour votre persévérance, et pour votre sens du service public souvent exercé dans des conditions difficiles. »

Priorité à la santé mentale
En marge de cette assemblée générale 2025 des maires de Vaucluse, le président de la AMV a tenu à rappeler que le sujet de la santé mentale préoccupe fortement les élus du département.
« La santé mentale doit être une priorité pour notre pays », affirme Pierre Gonzalvez qui indique également « l'incompréhension des maires face au manque d'informations sur les suites d'une hospitalisation d'office. Nous sommes confrontés à des cas d'individus qui connaissent des troubles psychiatriques dont le suivi médical dépend souvent de leur propre volonté. L'accompagnement psychologique de l'enfant, la prise en charge de l'ado, permet de limiter le développement de pathologies psychiatriques problématiques. Les moyens nécessaires doivent impérativement être mobilisés. »
« Il a été acté que l'ARS informerait les maires des suites d'un certain nombre d'événements comme la non-confirmation d'une hospitalisation d'office ou, au contraire, la réintégration en hospitalisation complète », annonce le préfet de Vaucluse qui souhaite une transparence respectueuse du secret médical.

> « On est train de fabriquer des collectivités pauvres. »
>
> *Joël Balandraud, vice-président de l'AMF*

« L'incertitude est totale, réagit Joël Balandraud, vice-président de l'AMF (Association des maires de France) et maire d'Evron en Mayenne. Dans ce bazar-là, ce sont les maires qui font le lien pour rassurer nos habitants. On l'a fait lors de la crise du Covid ou pendant celle des Gilets jaunes. On a su alors faire appel aux corps intermédiaires que l'on s'était un peu empressé d'oublier. »
« L'actualité, c'est aussi le budget, insiste le vice-président de l'AMF. La confiance permet d'agir et c'est ce que nous demandons aujourd'hui au gouvernement. Pourtant, il y a des éléments de défiance majeur comme la suppression de la taxe d'habitation qui constitue le péché originel pour l'ensemble des élus locaux toutes couleurs politiques confondues. Au moins, nos habitants savaient où leurs impôts allés. »

> « Nous n'avons plus intérêt à accueillir de nouveaux habitants ou de nouvelles entreprises dans nos communes. »
>
> *Joël Balandraud, vice-président de l'AMF*

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

Dénonçant l'usine à gaz mis en place par les gouvernements successifs, Joël Balandraud constate surtout que l'on a cassé les dynamiques d'investissement des collectivités locales : « Désormais, nous n'avons plus intérêt à accueillir de nouveaux habitants ou de nouvelles entreprises dans nos communes. Avant vous pouviez dire, cette entreprise entraîne quelques nuisances mais elle paye mon ATSEM (Agent territorial spécialisé des écoles maternelles), elle paye mon éducateur sportif, elle paye mon accueil à la mairie… Aujourd'hui, vous avez tout intérêt à ce que cela se fasse chez votre voisin. Si les élus locaux ne sont plus porteurs de cette dynamique économique, qui le sera ? Qui va défendre les équipements industriels majeurs sur le territoire quand on veut l'industrialiser à nouveau ? Nous sommes au bout d'un système qui n'a plus de sens. On est en train de fabriquer des collectivités pauvres. Ces dernières sont pourtant la source d'investissement majeure sur le territoire avec des projets actionnés par les communes, aidés par les départements, les régions et l'État. Mais l'impulsion, elle, est locale. Elle est faite par les élus locaux et dans un système de défiance et de non-confiance, nous n'irons plus. Cela va tout bloquer. »

> « Notre département est très peu endetté, alors que notre pays l'est beaucoup plus. »
>
> *Christian Mounier, vice-président du conseil départemental de Vaucluse*

« C'est pour cela que malgré l'instabilité gouvernementale, vous avez toujours pu compter sur le soutien du Département », précise Christian Mounier en s'adressant aux nombreux maires présents lors de cette AG.
Et le vice-président du Conseil départemental de Vaucluse d'enfoncer le clou : « Notre département est très peu endetté, alors que notre pays l'est beaucoup plus. Cette politique de bonne gestion financière nous permet ainsi de continuer à investir facilement, à un rythme soutenu, soit plus de 120M€ par an jusqu'en 2028. Sur la période de 2023 à 2025, nous avons consacré 28,4M€ à la contractualisation et à l'investissement des communes. Pour la période de 2026 à 2029, nous allons sanctuariser ce montant de 28,4M€ au profit des projets des 151 communes de département car nous souhaitons maintenir un important niveau d'investissement partout dans notre département afin de soutenir notre économie, nos entreprises et notre secteur du BTP. Investir, c'est le fil rouge de notre mandat. »

Vaucluse ingénierie plébiscité
Afin de souligner le soutien du Département aux communes de Vaucluse, Christian Mounier, vice-président du Conseil départemental a rappelé que l'appui n'est pas seulement financier mais aussi technique.
« Depuis l'année dernière, nous avons transformé Vaucluse ingénierie en agence technique départementale. Vous êtes très nombreux à nous avoir exprimé votre satisfaction et votre confiance en bénéficiant d'un tel outil qui vous permet de boucler un plan de financement, réaliser des études et rechercher les bons interlocuteurs. »
Au total, 101 communes et 3 intercommunalités ont adhéré à cet outil d'accompagnement des projets du Département de Vaucluse. Depuis, 63 projets de voiries ont été suivis et 90 projets d'aménagement sont aussi traités. « Les maires se sont très bien appropriés Vaucluse ingénierie, se félicite Christian Mounier.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

Ce bilan très positif démontre que le besoin est grand pour nos communes, notamment les petites. »

> « La Région est une collectivité de terrain. »
>
> *Bénédicte Martin, vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur*

Même volonté d'afficher son soutien aux maires locaux pour la Région Sud. « La Région est à vos côtés, martèle Bénédicte Martin, vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur en charge de l'Agriculture, de la viticulture, de la ruralité et du terroir. Elle se veut un partenaire des territoires par ses compétences de plein exercice, que sont notamment les lycées et les transports régionaux. La région est présente tous les jours temps dans vos communes dans ce département. Mais ce qui fait aujourd'hui la marque de fabrique de la Région Sud, c'est la volonté politique de proximité de son président Renaud Muselier. Pour lui, ce n'est pas une institution lointaine 'tanquée' entre le Vieux port et la Joliette, mais une collectivité de terrain dont la mission est d'aller dans chaque coin de nos départements. D'y faire ruisseler l'action régionale dans chaque ville, dans chaque village afin d'impacter positivement la vie de nos concitoyens. Voilà ce que font les territoires et les élus locaux, ces élus qui sont trop souvent à portée de 'baffe' mais qui sont là quand il n'y a plus personne. »

> « Régions, départements, blocs communales, nous sommes la colonne vertébrale de ce pays. »
>
> *Bénédicte Martin, vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur*

« Dans un contexte d'instabilité politique, de posture indigne, de prétendue élite qui se délite, les territoires doivent être des pôles de stabilité, annonce l'élue vauclusienne à la région qui a aussi mis en avant les enjeux de l'eau et de l'agriculture lors de son intervention. Régions, départements, blocs communales, nous sommes la colonne vertébrale de ce pays. Celle qui tient la barre, à commencer par la barre budgétaire. Celle qui se substitue aux défaillances et à l'impéritie de ceux qui nous gouvernent. Celle qui rassure aussi. Cela implique, et c'est le cas dans ce département, une solidarité forte entre nos collectivités pour agir ensemble et pour assurer cette stabilité dont nos concitoyens, nos entreprises, nos forces de sécurité, nos secours et nos agriculteurs ont tant besoin. L'exercice est pourtant difficile. Bien sûr, la Région est appelée comme toutes les collectivités à se serrer la ceinture. Mais elle le fait en s'efforçant de maintenir une capacité d'intervention auprès des communes rurales et des communes moyennes qui portent aussi des fortes charges de centralité. Elle essaie de répartir équitablement ses aides. En Vaucluse, 483 projets communaux ont été soutenus depuis 2016 par la région, pour un total de 35M€. C'est une somme injectée dans l'économie vauclusienne et dans la vie des communes qui investissent pour leurs administrées. La région, ce sont aussi 126M€ qui ont été contractualisés depuis 10 ans avec les intercommunalités vauclusiennes, dont 73M€ déjà votés.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

« Je me demande quelle mouche a piqué le législateur. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV

« Nous sommes dans un contexte des plus tendus en ce qui concerne la question des finances locales, confirme le président de l'AMV. Nous savons que la recherche de co-financements pour les projets ne sera pas des plus simples. L'incertitude demeure sur le montant des fonds d'Etat, Fond vert, DSIL… De plus, nos budgets sont tributaires d'éléments extérieurs. Le ralentissement immobilier génère deux conséquences : la baisse des DMTO (Droits de mutation à titre onéreux) avec la difficulté de programmer le montant dans les préparations budgétaires ainsi que la perception de la Taxe d'aménagement. »



Dans les allées du salon. Crédit : Echo du mardi

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026



L'AMV sur le stand de Veolia. Crédit : Echo du mardi

« Sur cette Taxe d'aménagement, je me demande quelle mouche a piqué le législateur en 2021, s'interroge Pierre Gonzalvez. Cette réforme, issue de la loi de Finances 2021, entrée en vigueur le 1er septembre 2022, a profondément modifié les modalités de perception de cette taxe. Désormais, cette elle n'est plus exigible à la délivrance du permis de construire, mais uniquement après l'achèvement des travaux, sur déclaration du particulier. J'ai demandé aux maires du département de renseigner la situation de leur commune. 110 communes ont répondu sur les 149 adhérentes à notre association. En 2022, pour ces 110 communes : 2 917 permis délivrés, 8M€ de taxes d'Aménagement, en 2024, 2 427 permis pour 4,77M€ de TA. Jusqu'à octobre 2025 : 1 588 permis et 1,45M€ de TA. Le manque à gagner est grand pour nous. Il faut impérativement revenir sur cette loi. »

Vers une 'cabanisation' du Vaucluse ?

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV, a tenu à alerter sur la multiplication des infractions d'urbanisme dans le département. « Nous sommes confrontés à des dérives, à la cabanisation dans nos campagnes, à la sédentarisation de gens du voyage sur des terrains agricoles, à des extensions voir des constructions de maisons sans permis. Nous procédons aux constatations et dressons les PV d'infractions aux règles d'urbanisme. »

L'élu regrette pourtant la non-avancée des sanctions qu'il explique notamment par le manque de moyens de la justice : « Le tribunal d'Avignon n'a que 4 audiences d'un jour par an au cours desquelles sont jugées les infractions d'urbanisme. En 2025, il n'y en a que 3. L'ordre du jour est déjà bloqué jusque fin

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

2027. Les petites et moyennes infractions sont ainsi, peu voire pas, appelées à une audience… »
« Notre crédibilité sur les territoires est malmenée, poursuit-il. Pire que cela, elle est contestée par ceux qui devraient suivre les règles. Si une personne demande la pause d'un climatiseur dans une rue de l'Isle-sur-la-Sorgue, je dis non. Si la personne ne demande pas, je ne peux pas lui faire enlever ! »

> « On ne peut pas concevoir de liberté individuelle si la sécurité n'est pas établie. »
>
> *Pierre Gonzalvez, président de l'AMV*

Evoquant aussi les questions de sécurité, le président des maires de Vaucluse dresse un constat sévère : « le narcotrafic se propage dans nos plus petits villages. La société est tendue, plus violente, plus individualiste. »
« C'est un sujet majeur pour nos administrés, insiste-il. Des réponses fermes sont attendues et on ne peut pas concevoir de liberté individuelle si la sécurité n'est pas établie. Dans les quartiers populaires, aux abords des épiceries de nuit, dans nos centres-villes… Partout, les gens doivent pouvoir vivre paisiblement. Plus d'excuses, plus de compromis, plus de tolérance, voilà ce que souhaitent les élus de proximité que nous sommes. »

> « La République doit être partout chez elle. »
>
> *Thierry Suquet, Préfet de Vaucluse.*

« Effectivement, l'emprise du narcotrafic dans ce département est un sujet majeur, confirme Thierry Suquet, Préfet de Vaucluse. Il se joue des limites administratives qui sont les nôtres. Il descend des villes vers les campagnes. Aujourd'hui, aucun territoire ne peut se prétendre immuniser face à ce problème. Dans certains quartiers, on a une emprise qui est extrêmement forte avec des habitants qui vivent réellement sous la coupe d'un nouveau modèle socio-économique dans lequel les dealers prétendent organiser la solidarité et le soutien aux résidents. C'est évidemment une grossière supercherie parce que in fine, tout cela est toujours fondé sur une violence réelle, sur la terreur, sur l'Omerta. En réalité, ils imposent une prise en otage des habitants du quartier et contraignent à une forme de complicité avec le trafic. Cette situation est inacceptable. Il ne faut pas laisser le terrain libre. La République doit être partout chez elle et son premier représentant c'est le maire. »
Rappelant qu'en termes de sécurité, il avait fait de la lutte contre les narcotrafics, mais aussi contre les violences intrafamiliales et les cambriolages, sa priorité dans le Vaucluse explique le Préfet : « Nous avons multiplié les opérations. Nous prononçons des interdictions de paraitre face aux dealers, face aux guetteurs et face à tous ceux qui s'associent au trafic. Dans ce cadre, nous avons procédé à 17 interdictions visant les trafiquants et les guetteurs qui leur interdisent de revenir sur les points de deal. On a déjà trois interpellations à la suite de réapparitions sur le terrain et une présentation devant les juges. Par ailleurs, il est inacceptable que des individus liés au narcotrafic bénéficient de la solidarité nationale, par exemple en occupant des logements sociaux. Depuis le début de l'année, on a six

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

occupants de logements sociaux qui ont été expulsés en raison de leurs liens avec le narcotrafic. On a 7 dossiers en cours. Enfin, nous agissons contre les commerces qui servent à la couverture du narcotrafic. On a fermé deux épiceries pour des liens directs avec le narcotrafic. On en a fermé 71 en 2025, contre 51 l'année précédente, pour trouble à l'ordre publique. »
Dans la foulée, le préfet a invité les maires à prendre contact avec ses services : « Que ce soit les interdictions de paraître, les expulsions de logements locatifs pour liens avec le narcotrafic, les fermetures de commerces, nous agissons sur la base des renseignements que vous nous fournissez qui sont exploités par les services en toute confidentialité et qui permettent d'intervenir avec la police administrative sans négliger le côté judiciaire qui va permettre de s'attaquer aux trafics. »

> « Si on veut rester attractif, il faut qu'on soit capable de loger nos enfants et nos salariés. »
>
> *Thierry Suquet, Préfet de Vaucluse.*

Par ailleurs, Thierry Suquet, qui s'est réjouie d'enfin pouvoir assister à sa première AG des maires de Vaucluse (l'an dernier il avait obligé de se rendre en urgence à Paris à une réunion de tous les préfets avec le ministre de l'intérieur d'alors), a aussi souligné l'importance du logement.
« Le logement, c'est un défi. C'est bien de créer des emplois mais si on ne propose pas de logement aux salariés… Si on veut rester attractif, il faut qu'on soit capable de loger nos enfants et nos salariés. Notamment du logement social qui est d'abord destiné aux salariés de nos entreprises et à nos enfants qui, aujourd'hui, sont au collège, au lycée et à l'université. Pour relever ce défi, j'invite évidemment le Grand Delta habitat, comme les autres organismes de logement social, à mettre en œuvre ce dont on a besoin aujourd'hui, c'est-à-dire du logement social adapté dans les petites communes et dans les communes rurales qui répondent à des besoins locaux en négociant les conditions d'entrée des locataires pour répondre aux besoins des collectivités. A faire de la démolition et de la reconstruction dans les grands quartiers populaires où l'on a besoin de faire de la mixité sociale. »

Agrivoltaïque : ne pas servir de l'agriculture comme prétexte
« Un projet agrivoltaïque, c'est un projet qui est porté par un exploitant agricole qui a pour objectif de développer l'agriculture vauclusienne. Ce n'est pas un projet qui est porté par une entreprise énergétique qui se sert de l'agriculture comme prétexte », prévient Thierry Suquet, le préfet de Vaucluse. Même si la tendance est à l'accélération des projets photovoltaïque, « ce développement ne doit pas se faire sans conditions, poursuit le 1er représentant de l'Etat dans le département. Cet essor ne doit pas se faire au détriment de l'agriculture et de la biodiversité. L'Etat sera opposé à tout projet qui consommerait des terres agricoles ou des espaces naturels. Il faut prioriser les espaces déjà artificialisés. Nous pouvons le faire ensemble en utilisant les pouvoirs d'adaptation et de dérogation du Préfet. Pour cela, nous avons notamment mis en place un guichet unique à la DDT (Direction départementale des territoires) de Vaucluse. »

> « Nous croulons sous poids de la norme. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

Joël Balandraud, vice-président de l'AMF

« Nous croulons aussi sous poids de la norme, se plaint par ailleurs Joël Balandraud, vice-président de l'AMF. Aujourd'hui, la norme coûte très, très cher. Un nouveau bâtiment administratif en 2025 c'est un surcoût terrible en matière d'investissements. Autre exemple, quand je restaure un statuaire dans une église, en fonction de l'ABF (Architecte des bâtiment de France) sur lequel vous tombez, qui pourtant applique exactement les mêmes textes, vous pouvez avoir un rapport de coûts de 1 à 3. Et là, je parle d'une restauration de statuaire comprise entre 5 000€ à 15 000€. Mais quand il s'agit de millions d'euros… Nous sommes accablés de décrets et de règlements supplémentaires qui renforcent tous ces tracas administratifs surtransposés par des hauts fonctionnaires qui interprètent la règle. Dans les mêmes administrations départementales ou régionales les doctrines ne sont pas constantes. Le poids de la norme est relativisé. Nous avons un grand espoir, c'est qu'un jour le préfet de département prenne tout cela sous sa coupe et fasse le tri de l'interprétation des textes par les uns et par les autres. Nous voulons plus de pouvoir local au préfet et aux élus locaux. Plus de confiance envers le local pour les administrations d'État, pour les communes et pour les maires. Cette demande de liberté est forte. Nous avons besoin de confiance pour se réengager. »

« Conservez la foi et continuez d'être engagé chaque jour. »

Pierre Gonzalvez

Garder le cap et tenir la barre

Enfin, alors qu'une partie des maires vauclusiens présents ne sera pas là l'année prochaine après les élections municipales de mars 2026, le président de l'AMV a émis en conclusion son souhait « que cette assemblée soit composée l'an prochain, d'élus dévoués, serviteurs de leur territoire, qui aiment le Vaucluse. Car face à l'adversité, je sais aussi que nombre d'entre vous conservez la foi et continuez d'être engagé chaque jour. Que malgré les difficultés, l'amour de vos territoires, des acteurs qui les animent et les font vivre, vous encouragent à poursuivre. Je veux donc vous remercier sincèrement pour avoir su garder le cap et tenir la barre. »

Laurent Garcia

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026



Les élus disparus

Lors de cette AG, Christian Gros, secrétaire général de l'AMV et maire de Monteux, a tenu à rendre hommage aux 24 élus vauclusiens décédés récemment. Après une minute de silence en leur honneur (voir photo ci-dessus), il les a tous cité :

– **Francis Matheron**, maire de juin 1995 à mars 2001 de **Saint-Martin-de-Castillon**.

– **Francis Farge**, élu en mars 1983, conseiller municipal puis maire de **Lioux** de 1985 à 2024, soit durant 39 ans.

– **Claudine Ghio**, ancienne conseillère municipale de **Saint-Martin-de-Castillon**.

– **Claude Pagès**, conseiller municipal dès 1989, puis adjoint au maire et maire de **Méthamis** de 2008 à 2020.

– **Gérard Sautel**, maire de **Visan** de 1989 à 2008.

– **Guy Aubert**, adjoint au maire de **Viens** de 2001 à 2014.

– **André Lambert**, adjoint au maire de **Violès** 1983 à 99, puis maire de 1989 à 1995.

– **Claude Cornutello**, adjointe au maire de **Saint-Didier**.

– **Roger Fenouil**, maire de **Rustrel** de 2008 à 2014.

– **Paul Pessemesse**, maire de **Sivergues** de 2001 à 2004.

– **Guy Morel**, maire de **Sérignan-du-Comtat**, de 1989 à 2001 et premier président de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence, de 1992 à 2001.

– **Jean-Raymond Peyre**, adjoint au maire de **Mérindol** de 2001 à 2008 et conseiller municipal de 2008 à 2014.

– **Liliane Chambarlhac**, adjoint au maire de **Châteauneuf-de-Gadagne**.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

– **Henri Copier**, adjoint au maire de **Violès** de 2008 à 2020 et conseiller municipal de 2001 à 2025.
– **Jean-Claude Begnis**, élu sous le mandat d'André Rey, de 1995 à 2001, puis sous le mandat de Michel Bayet et d'Anne-Marie Bardet, de 2008 à 2020. Il exerça les fonctions d'adjoint au maire de **Sarrians** durant son dernier mandat de 2014 à 2020.
– **Daniel Serra**, adjoint au maire d'**Aubignan** de 1983 à 2020.
– **Joseph Devaux**, premier adjoint au maire de **Sivergues** depuis 2008.
– **Claude Bergé-Laval** , maire de **Beaumont-de-Pertuis** de 1983 à 2014.
– **Henri Girard**, maire de **La Roque-Alric** de 1971 à 2008, c'est-à-dire durant 37 années, après avoir exercé un mandat de conseiller municipal de 1985 à 1971.
– **Mathieu Pellegrin**, conseiller municipal à **Saint-Martin-de-Castillon**.
– **Gilbert Guigue**, conseiller municipal de 1971 à 1983, et adjoint au maire de **Violès** de 1983 à 2001.
– **Jérôme Casalis**, premier adjoint au maire de **Caumont-sur-Durance** de 1995 à 2008 puis premier adjoint au maire de **Bonnieux** de 2008 à 2014 avant de devenir conseiller municipal jusqu'en 2025.
– **Maurice Giro**, maire honoraire de **Cavaillon**. Il a été conseiller général de 1988 à 2002, et maire de Cavaillon de 1992 à 2008. Également député de la deuxième circonscription de Vaucluse de 2002 à 2007.
– **Gaby Bézert**, maire honoraire de **Venasque**, adjoint de 1971 à 1980, et maire pendant 40 ans, de 1980 à 2020.
« Une pensée à chacun de ces serviteurs de la République », a rappelé Christian Gros avant de souhaiter la bienvenue à Bernard Le Dily, élu maire de Mormoiron en fin d'année dernière et 2024, et Joseph Saura, réélu maire d'Uchaux suite à l'élection municipale partielle de décembre dernier. Ce dernier ayant déjà été maire de 2008 à 2020.

Le salon des maires de Vaucluse en version XXL

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026



Pour la première fois le Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse se tiendra dans le grand hall A du parc des expositions à Avignon. De quoi accueillir plus de 120 exposant ainsi que près de 1 500 visiteurs lors de cette nouvelle édition.

« Nous sommes vraiment très satisfaits de l'évolution de ce congrès, qui à l'image de ce qui se fait au niveau national, accueille bien évidemment notre assemblée générale des maires mais propose aussi un salon à destination de l'ensemble de nos élus et des partenaires des collectivités locales, explique Pierre Gonzalvez, président de l'AMV (Association des maires de Vaucluse). Aujourd'hui, ce salon est un vrai rendez-vous économique avec les forces civiques. Un événement, qui est très attendu par tout le monde. »

En effet, si beaucoup de maires étaient présents les années précédentes, ils étaient souvent peu accompagnés, souvent par le 1er adjoint mais peu par les services administratifs et techniques.

« L'an dernier, nous avons pu observer que les délégations devenaient de plus en plus importantes, poursuit celui qui est aussi maire de l'Isle-sur-la-Sorgue. Pour nos collectivités c'est une chance d'avoir nos cadres ou nos agents venir au contact avec des acteurs économiques, sociaux et institutionnels du département. L'occasion pour les visiteurs, de plus en plus nombreux, de découvrir cet écosystème local

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

présenté, offrant des opportunités d'avoir tous les clients potentiels ou les prospects dans une unité de temps et de lieu. »

Plus de 120 exposants attendus

« Après plusieurs années à Monteux, nous avons changé de braquets en passant au parc des expositions et d'années en années nous avons eu de plus en plus d'exposants », poursuit celui qui est aussi maire de l'Isle-sur-la-Sorgue.

Ainsi, d'une cinquantaine de stands il y a 4 ans, les organisateurs d'AP Média tablent sur plus de 120 exposants cette année (voir encadré en fin d'article) après les 80 de l'an dernier. C'est pour cela que trop à l'étroit dans les halls E et F, ce Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse 2025 va investir pour la première fois la moitié du grand hall A.

« L'an dernier, nous avons été un peu à l'étroit au vu de la fréquentation qui augmente chaque année », reconnaît Benjamin Fievet, chef de projet chez AP Média.

Le Programme

8h15 : Ouverture du salon au public, café d'accueil offert servi sur les stands
9h0–11h : Assemblée générale de l'AMV 84 : Sur invitation et réservée au Maire ou son représentant.
9h30-10h : Présentation de la charte ATSEM, par le Centre De Gestion de la fonction territoriale de Vaucluse, sur l'espace Agora.
10h-10h30 : Présentation du réseau des secrétaires de mairie, par le Centre De Gestion de la fonction territoriale de Vaucluse, sur l'espace Agora.
11h : Inauguration du Salon.
12h30 : Cocktail déjeunatoire servi sur les stands.
13h30 : Signature de convention de partenariat entre Enedis et le SDIS de Vaucluse, sur l'espace Agora.
14h : Le SDIS au service des territoires, par le Colonel Christophe PAICHOUX, sur l'espace Agora.
14h30 – 16h : La parole aux Maires, sur l'espace Agora.
14h30 – 15h : Présentation de L'association « L'outil en Main » par Pierre GONZALVEZ, Président de l'AMV84 et Maire de l'Isle-sur-la-Sorgue et Anthony ZILIO, Maire de Bollène.
15h – 15h30 : Retour d'expérience sur l'Obligation Légale de Débroussaillement et l'opération conduite pendant 3 ans avec l'ONF pour le débroussaillage complet d'une colline située au coeur du village, par Frédérique ANGELETTI, Maire de Vaugines.
15h30–16h : Présentation du Pôle Multi Activités réalisé par la commune de Caumont sur Durance, par Claude MOREL, Maire de Caumont sur Durance.
16h : La Communication Préélectorale, par l'Ordre des Avocats de Vaucluse, sur l'espace Agora.
16h30 : Fermeture du Salon.

Parole aux maires

Côté programme (voir ci-dessus), la journée s'articule autour de plusieurs temps forts. En premier lieu, l'AG annuelle des maires de Vaucluse

« La nouveauté cette année c'est qu'il y a vraiment une volonté de faire intervenir les maires afin qu'il s'adresse aux autre maires pour partager leurs solutions et leurs retours d'expérience », annonce Benjamin Fievet.

Des échanges qui prendront la forme de tables rondes intitulée 'La Parole aux maires' qui, cette année,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

auront pour thème notamment ‘Le retour d’expérience sur l’obligation légale de débroussaillement’, par Frédérique Angeletti, maire de Vaugines, ‘La présentation du pôle multi activités réalisé par la commune de Caumont-Sur-Durance’ par son maire Claude Morel, ainsi que la présentation de l’association ‘L’outil en main’ par Pierre Gonzalvez et Anthony Zilio, maire de Bollène.

« C’est un événement très attendu, insiste Marie-Céline Guibaud, directrice production et communication d’AP Média qui organise 17 salons de ce type en 2025. Parce que c’est avant tout un moment de rencontre et d’échange pour les élus et leurs cadres qui, finalement, n’en ont pas forcément beaucoup dans l’année. Un moment où ils peuvent parler de leur expérience, de leurs problématiques, de leur succès ainsi que des projets qu’ils ont mis en œuvre et réalisés. »

Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse. Jeudi 13 novembre. 8h15 à 16h 30. Parc des expositions d’Avignon. Hall A.

La liste des exposants
Aménagement et construction
AGILIS
ANGELOTTI AMENAGEMENT
BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES
CARRIERES COPAT & COVAL
CFP84
CITEOS
COLAS
EIFFAGE ROUTE GRAND SUD
ENEAL
ENERGIS ENGINEERING
EUROVIA
ROBERT TP
FRAMATEQ
GARD’BOIS
GÉOMÈTRES-EXPERTS DE VAUCLUSE
GHM – ECLATEC
GROUPE BRAJA
GROUPE CITADIS SPL TERRITOIRE VAUCLUSE
GROUPE OMNIUM
GSE
CONFLUENCE
KAZUBA- Toilettes publiques
KOMPAN
LUMIERES DE FRANCE
NEOTRAVAUX
NEOSOLAR
PURPLE ALTERNATIVE SURFACE

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

QUALI-CITÉ
RAMBIER AMENAGEMENT
SAS MAURIN
SNEF
SIGNATURE MEDITERRANEE
SOBECA
SOLS PROVENCE
GROUPE SOLS
SUDCO
TALCO LR
UNICEM SUD PACA CORSE

Banque, Assurance, Social et Santé
AARPI AD&M – AVOCATS
CNAS
FEDERATION ADMR DE VAUCLUSE
GROUPAMA MEDITERRANEE
MNFCT
MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE
SFHE / AVPSE

Culture, Loisirs et Tourisme
A.D.A.M.A.84
ASS DES ANCIENS MAIRES ET ADJOINTS DU VSE
ESPACE ENSEIGNE

Énergie et Climat
ADS DESIGN
AKUO ENERGY
ALBIOMA SOLAIRE FRANCE
ALTE
Agence Locale de la Transition Energétique
BLACHERE ILLUMINATION
BORALEX
CEDER
CNR
CVE
EDF
EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES
ENEDIS
FALAIZE ENERGIES ALTERNATIVES
GEOSYNERGIE
GRDF

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

H2AIR
HARGASSNER FRANCE ALPES
Q ENERGY
SYNDICAT D'ENERGIE VAUCLUSIEN
TOTALENERGIES
VEOLIA EAU

Environnement et Cadre de vie
COMMUNES FORESTIERES VAUCLUSE
CVALCYON
IDVERDE
INTERFEL – Fruits et légumes à l'école
PIETO – Sécurité des piétons
SUEZ

Institutionnels et cohésion territoriale
AGENCE DE L'EAU – Sauvons l'eau
ASSOCIATION DES MAIRES DE VAUCLUSE – AMV84
AVIGNON UNIVERSITE
BANQUE DES TERRITOIRES
CAF, CPAM et MSA – 80 ans de solidarité
CAPEB VAUCLUSE
CAUE DE VAUCLUSE
ADIL DE VAUCLUSE
CENTRE DE GESTION FTP 84
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE VAUCLUSE
CHAMBRE DE METIERS & ARTISANAT PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
FEDERATION BTP 84
FEPEM
ORDRE DES AVOCATS – BARREAU D'AVIGNON
PREFECTURE DE VAUCLUSE-SERVICES DE L'ETAT
REGION SUD
MAISON DE LA REGION 84
SAFER PACA
SOLIHA VAUCLUSE
UGAP
VAUCLUSE INGENIERIE
VAUCLUSE PROVENCE ATTRACTIVITE

Médias
MIDI LIBRE – MIDI LEGALES

Numérique et Connectivité

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

ADMISTRIA
BOUYGUES TELECOM
E-FICIENS
ENETIK
Cybersecurité – Infogérance – Cloud souverain
ERM AUTOMATISMES ET IOT
MY-ETECHNO
GROUPE UNICOMM
LOGIROAD
MA COM'UNE
MAIRISTEM
ORANGE
VAUCLUSE NUMERIQUE

Sécurité, Prévention et Protection
GENDARMERIE NATIONALE
HIKVISION FRANCE
INEO EQUANS
LEASE PROTECT FRANCE
MIDITRACAGE
POLICE NATIONALE – DIPN DE VAUCLUSE
SDIS 84 – Sapeurs-Pompiers
SECURITE VOL FEU
SNEF CONNECT

Transport et Mobilités
CAMPING-CAR PARK
ELECTRIC 55 CHARGING
GRM – VVO
GROUPE IPPOLITO
GROUPE LA POSTE
PROVENCE COMPTAGE ROUTIER
BET MOBILITE ET TRAFIC
VOYAGES ARNAUD

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

Isle-sur-la-Sorgue : Mayoly inaugure une nouvelle ligne de production de compléments alimentaires



Connu jusqu'alors pour la fabrication d'argiles thérapeutiques, le site industriel de Mayoly, installé à l'Isle-sur-la-Sorgue, s'enrichit d'une nouvelle ligne de conditionnement de produits de micro nutrition. Elle a été inauguré le 23 septembre dernier par Alexandre Nique, Directeur Général France de Mayoly, Laura Dos Santos, directrice du site et Pierre Gonzalvez, maire de l'Isle-sur-la-Sorgue. Une nouvelle étape dans le développement de l'implantation vauclusienne de ce laboratoire français et indépendant.

L'ouverture d'une nouvelle ligne de conditionnement de compléments alimentaires n'est pas en soi un événement susceptible de passionner les foules, en tout cas moins que l'inauguration officielle de l'hôtel

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

de Luxe de Patrick Bruel, qui se déroulait dans la même ville (l'Isle-sur-la-Sorgues), le même jour (le 23 septembre). Mais il faut savoir y regarder de plus prêt et comprendre que la mobilisation mise en œuvre pour cette occasion par l'entreprise pouvait avoir un sens. En effet, jusqu'alors le site de l'Isle-sur-la-Sorgue du laboratoire Mayoly était consacré exclusivement à la production d'argiles thérapeutiques. Cette mono production peut comporter certains risques notamment si la demande sur de types de produits venait à baisser. Ce qui a été le cas pendant la crise du Covid. Il fallait donc s'atteler à diversifier les activités pour consolider ses positions. Tel était l'objectif que s'était fixé sa directrice Laura Dos Santos. Ainsi est née l'idée d'installer à l'Isle-sur-la-Sorgue une nouvelle unité de conditionnement de produits proposés sous la marque Kersiens.



Chaine de production Keriens 3

L'entreprise a fait le choix de rénover un ancien bâtiment, nous épargnant par la même occasion la construction d'un énième et hideux hangar industriel

Menée tambour battant, la mise en œuvre de cette ligne de production n'a nécessité que 10 mois de travaux. Un délai tellement rapide qu'il n'a pas permis à l'entreprise de pouvoir candidater à des éventuelles aides publiques… Autre fait marquant Mayoly qui se veut exemplaire dans sa démarche RSE a fait le choix de rénover un ancien bâtiment (anciennes filatures de l'Isle-sur-la-Sorgue), nous épargnant par la même occasion la construction d'un énième et hideux hangar industriel qui font légion aujourd'hui. Au terme de la montée en charge de la production de cette nouvelle ligne, c'est à dire début 2026, 10 emplois auront été créés.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026



l’equipe Mayoly de l’Isle sur la Sorgue.

Son positionnement premium lui vaut son référencement dans le réseau des pharmacies

Ce projet d’un montant d’un million d’euros s’inscrit dans un plan d’investissement du groupe qui en prévoir quinze. Et c’est le site de l’Isle-sur-la-Sorgue qui ouvre le bal, comme l’a confirmé Alexandre Nique, le nouveau Directeur Général France de Mayoly. Ce laboratoire français et indépendant est née il y a 115 ans, il s’est fait connaître pour le SMECTA (traitement des diarrhées). Suite à plusieurs acquisitions le groupe s’est diversifié sur les marchés de la micro nutrition, des probiotiques et des collagènes. Il propose aujourd’hui une soixantaine de références dans les domaines de la santé, de la forme et de la beauté. Son positionnement premium lui vaut son référencement dans le réseau des pharmacies. Le groupe compte 6 unités de production dont 5 en France et une présence dans une centaine de pays dans le monde.

Les compléments alimentaires, un marché en pleine expansion

Le marché des compléments alimentaires est en progression constante. En 2024, 61% des français ont consommés des compléments alimentaires et 77 % d’entre eux plusieurs fois dans l’année. Ce chiffre était de 46 % en 2018 (Source SYNADIET, syndicat des producteurs de compléments alimentaires). En 2023, le CA de de la filière s’est établi à 2,7 milliards d’euros en progression de 3 % par rapport à 2022. Le dynamisme de ce marché s’explique à la fois par le soucis des français pour leur santé et les indices de satisfaction tirés de la consommation des compléments alimentaires. La nécessité de renforcer ses

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 7 novembre 2026

défenses immunitaires restant un des premiers motifs de leur consommation avec le stress et les troubles du sommeil.